

# Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015

Distr. générale  
27 mars 2015  
Français  
Original : anglais

New York, 27 avril-22 mai 2015

## Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

### Rapport présenté par la Nouvelle-Zélande

1. Le présent rapport est soumis en application de la mesure n° 20 du plan d'action figurant dans le Document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010. Ce plan d'action stipule que les États parties présentent régulièrement des rapports sur son application et celle de l'alinéa c) du paragraphe 4 de l'article VI de la décision de 1995 intitulée « Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires » et des mesures concrètes convenues dans le Document final de la Conférence d'examen de 2000, et compte tenu de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice en date du 8 juillet 1996 (mesure n° 20). À la Conférence d'examen de 2010, les États parties ont également constaté que pour parvenir au désarmement nucléaire et à la paix, et à la sécurité dans un monde sans armes nucléaires, il faudrait faire preuve d'ouverture d'esprit et de coopération. Ils ont affirmé qu'il importait de renforcer la confiance grâce à une transparence plus grande et à une vérification efficace.

2. Dans le Document final de la Conférence d'examen de 2010, on a convenu un certain nombre de mesures concernant la transparence. Au titre de la mesure n° 2, tous les États parties se sont engagés à appliquer les principes de l'irréversibilité, de la vérifiabilité et de la transparence s'agissant de l'exécution de leurs obligations contractées en vertu du Traité. Au titre de la mesure n° 5, les États dotés d'armes nucléaires se sont engagés à accélérer les progrès concrets sur les mesures tendant au désarmement nucléaire, et ont été invités à se concerter promptement pour notamment « améliorer encore la transparence et renforcer la confiance mutuelle » et à faire rapport sur lesdites mesures. Au titre de la mesure n° 19, tous les États ont convenu qu'il importait d'appuyer la coopération entre les gouvernements, l'Organisation des Nations Unies, les autres organisations internationales, régionales et de la société civile afin de renforcer la confiance, d'améliorer la transparence et de mettre en place des moyens de vérification efficaces en matière de désarmement nucléaire. En tant que mesure de confiance au titre de la mesure n° 21, tous les États dotés d'armes nucléaires sont encouragés à adopter un formulaire unique de notification et à déterminer la périodicité appropriée pour sa présentation afin de fournir à titre volontaire des informations de référence, sans compromettre la sécurité nationale.



3. La Nouvelle-Zélande appuie fermement le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et ses trois piliers. Nous sommes attachés à l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires et continuons d'encourager les efforts nationaux, régionaux et mondiaux tendant à la réalisation de cet objectif.

4. La Nouvelle-Zélande prend très au sérieux les obligations énoncées à l'article VI et les engagements convenus lors des conférences d'examen ultérieures, notamment la décision intitulée « Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires », adoptée à la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation, les 13 mesures concrètes convenues à la Conférence d'examen de 2000 et le plan d'action convenu à la Conférence d'examen de 2010 en matière de désarmement nucléaire. Tous ces engagements font partie intégrante du régime du Traité. Le plan d'action alors adopté prévoit un ensemble de mesures importantes à court terme. La Nouvelle-Zélande continue de saisir chaque occasion possible d'exhorter tous les États parties à honorer pleinement leurs obligations.

5. La Nouvelle-Zélande estime que la transparence est un principe auquel tous les États, dotés ou non d'armes nucléaires, devraient adhérer car il contribue à renforcer le respect des obligations prévues au Traité. Plus on disposera d'informations sur le mode d'exécution des engagements pris par les États en vertu du Traité, plus grande sera la confiance internationale à l'égard du régime. Dans cette optique, le pays a régulièrement présenté des rapports sur la transparence depuis la Conférence d'examen de 2000 et continuera de le faire conformément à la mesure n° 20.

6. La Nouvelle-Zélande est un membre actif de la Coalition pour un nouvel ordre du jour<sup>1</sup>, qui promeut le désarmement nucléaire. Chaque année, ses membres présentent à l'Assemblée générale une résolution intitulée « Vers un monde exempt d'armes nucléaires : accélération de la mise en œuvre des engagements en matière de désarmement nucléaire ». Dans sa résolution 69/37, l'Assemblée a souligné le rôle central du Traité et son caractère contraignant en tout temps et en toutes circonstances. Elle a également cherché à mettre l'accent sur les mesures concrètes pertinentes du plan d'action de 2010 et engagé les États à s'acquitter pleinement de leurs obligations. Tournée vers l'avenir, l'Assemblée générale a demandé dans cette même résolution que les décisions et mesures de suivi qui seront arrêtées par la Conférence d'examen de 2015 accordent la place importante qui leur revient aux impératifs humanitaires, a demandé aux participants à la Conférence d'examen de 2015 de s'entendre sur une nouvelle série de mesures visant à renforcer les engagements pris et les actions convenues, et a exhorté les États parties au Traité à examiner, pendant la Conférence d'examen, les moyens d'élaborer les mesures efficaces envisagées en application de l'article VI du Traité.

7. Outre les sept documents<sup>2</sup> présentés par la Coalition pour un nouvel ordre du jour aux trois sessions du Comité préparatoire durant le cycle d'examen en cours, la Nouvelle-Zélande se réjouit d'être associée aux deux documents de travail présentés par la Coalition à la Conférence d'examen de 2015, à savoir un document de travail

---

<sup>1</sup> Afrique du Sud, Brésil, Égypte, Irlande, Mexique et Nouvelle-Zélande.

<sup>2</sup> [NPT/CONF.2015/PC.III/WP.18](#) (sur des mesures efficaces); [NPT/CONF.2015/PC.III/WP.19](#) (sur les incidences humanitaires des armes nucléaires); [NPT/CONF.2015/PC.III/WP.25](#), [NPT/CONF.2015/PC.II/WP.27](#) et [NPT/CONF.2015/PC.I/WP.29](#) (sur le désarmement nucléaire); [NPT/CONF.2015/PC.II/WP.26](#) (sur le principe de la transparence); et [NPT/CONF.2015/PC.I/WP.30](#) (sur la vérification).

visant à faire avancer l'application de l'article VI ([NPT/CONF.2015/WP.9](#)) et un autre document proposant un éventail de recommandations sur les questions de désarmement nucléaire ([NPT/CONF.2015/WP.8](#)). En tant que membre de la Coalition pour un nouvel ordre du jour et coordonnatrice en exercice, la Nouvelle-Zélande espère pouvoir approfondir le contenu de ces documents lors de la Conférence d'examen de 2015.

8. La Nouvelle-Zélande se félicite de collaborer avec le Chili, la Malaisie, le Nigéria, la Suède et la Suisse, pays membres du Groupe de la levée de l'état d'alerte, afin de promouvoir la réduction du niveau de disponibilité opérationnelle des systèmes d'armes nucléaires. En adoptant en 2014 la dernière résolution du Groupe (résolution 69/42), l'Assemblée générale a demandé que soient prises de nouvelles mesures concrètes pour réduire le niveau de disponibilité opérationnelle des systèmes d'armes nucléaires, le but étant de lever l'état de haute alerte de toutes ces armes, et attend avec intérêt que cette question soit examinée plus avant à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015. Outre le document de travail qu'il a présenté lors de la session du Comité préparatoire en 2014 ([NPT/CONF.2015/PC.III/WP.24](#)), le Groupe présentera un document mettant en évidence l'importance de lever l'état d'alerte et de proposer des recommandations à ce sujet; ce document sera soumis à la Conférence d'examen de 2015. La Nouvelle-Zélande reste déterminée à réaliser des progrès en la matière dans le cadre d'une approche globale du désarmement nucléaire.

9. Les participants à la Conférence d'examen de 2010 se sont déclarés profondément préoccupés par les conséquences catastrophiques sur le plan humanitaire qu'aurait tout recours aux armes nucléaires. La Nouvelle-Zélande demeure un fervent partisan des efforts entrepris depuis lors en vue de mieux faire connaître cet aspect essentiel du débat relatif au désarmement nucléaire. Elle a assisté et participé activement aux travaux de trois conférences internationales organisées en Autriche, au Mexique et en Norvège dans le but de mieux faire comprendre la nature et la gravité des conséquences humanitaires qu'aurait toute utilisation, qu'elle soit délibérée ou accidentelle, des armes nucléaires. En outre, elle a souscrit aux déclarations sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires qui ont été faites aux trois sessions du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015 et a coordonné l'élaboration d'une déclaration commune qu'elle a présentée au nom de 155 États lors d'une réunion de la Première Commission, au cours de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale en 2014. Les auteurs de cette déclaration ont abouti à la conclusion que la seule garantie possible contre un nouveau recours aux armes nucléaires était l'élimination totale de ces armes, notamment grâce à l'application intégrale du Traité.

10. La Nouvelle-Zélande continue d'encourager vivement l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Elle s'associe à la Déclaration ministérielle commune sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, adoptée le 26 septembre 2014 à New York. Le pays se félicite du fait que la Conférence d'examen de 2010 ait réaffirmé le rôle essentiel de cet instrument au sein du régime de désarmement et de non-prolifération nucléaires et l'importance primordiale de son entrée en vigueur. Ce Traité contribue sensiblement à prévenir la prolifération des armes nucléaires ainsi qu'à limiter l'amélioration qualitative des armes nucléaires existantes et à mettre fin à la mise au point de nouveaux types

d'armes nucléaires, encore plus évolués. La Nouvelle-Zélande se félicite d'être l'un des principaux auteurs, avec l'Australie et le Mexique, d'une résolution annuelle sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, dans laquelle l'Assemblée générale reconnaît que le Traité constitue un instrument fondamental dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération nucléaires<sup>3</sup>.

11. La Nouvelle-Zélande appuie fermement l'objectif du Traité et, dans l'attente de son entrée en vigueur, elle exhorte tous les États à s'abstenir de procéder aux essais de tout dispositif nucléaire. Elle a condamné publiquement les essais nucléaires détectés par le système de vérification du Traité, que la République populaire démocratique de Corée a effectués le 9 octobre 2006, le 25 mai 2009 et le 12 février 2013, en violation des obligations que lui imposent les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

12. La Nouvelle-Zélande regrette profondément que les efforts déployés pour convenir d'un programme de travail à la Conférence du désarmement aient été vains. Elle occupera la présidence de la Conférence du désarmement en août 2015 pendant un mois et joue un rôle constructif en tant que l'un des six présidents de la session annuelle. Le pays soutient toutes les initiatives tendant à sortir de l'impasse actuelle, de sorte que la Conférence puisse commencer ses travaux de fond sans plus tarder. Il s'inquiète du fait que la Conférence ne remplit pas son rôle qui consiste à contribuer à la lutte contre le désarmement et la non-prolifération nucléaires. Il encourage la négociation sans délai d'un traité multilatéral, non discriminatoire et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, qui reflète les objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires.

13. Fermement convaincue que la création de zones exemptes d'armes nucléaires contribue au désarmement et à la non-prolifération nucléaires, la Nouvelle-Zélande est partie au Traité de 1985 sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud (Traité de Rarotonga) et s'efforce de promouvoir une collaboration accrue entre les États appartenant à des zones exemptes d'armes nucléaires. Nous participerons activement à la troisième Conférence des États parties aux traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires, des États signataires et de la Mongolie, qui se tiendra le 24 avril 2015, et ferons partie du Bureau de cette Conférence.

14. En 2014, la Nouvelle-Zélande s'est félicitée de présenter, avec le Brésil, un projet de résolution intitulé « Hémisphère Sud et zones adjacentes exempts d'armes nucléaires », adopté par l'Assemblée générale (résolution 69/35). Dans cette résolution, cette dernière a reconnu que la création de zones exemptes d'armes nucléaires contribue à la réalisation de l'objectif d'un monde entièrement exempt d'armes nucléaires et noté avec satisfaction que la création de toutes les zones exemptes d'armes nucléaires dans l'hémisphère Sud est désormais effective. Elle a également demandé aux « États dotés d'armes nucléaires de retirer toute réserve ou déclaration interprétative contraire à l'objet et aux buts des traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires ».

15. La Nouvelle-Zélande s'est félicitée que la résolution sur le Moyen-Orient adoptée à la Conférence d'examen de 1995 ait été réaffirmée à celle de 2010 et qu'il ait été convenu d'organiser en 2012 une conférence sur la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient. Il est certes regrettable

---

<sup>3</sup> Voir, entre autres, la résolution 69/81.

que la conférence n'ait pas encore eu lieu et nous continuons à demander aux organisateurs, au facilitateur et aux États de la région de tout mettre en œuvre pour qu'elle se tienne au plus tôt.

16. La Nouvelle-Zélande est un membre actif du « Groupe des Dix de Vienne »<sup>4</sup>, qui établit à l'intention de la Conférence d'examen des documents de travail traitant des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, de la sûreté, de la sécurité et des garanties nucléaires, du contrôle des exportations et du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Elle est heureuse d'appuyer le document de synthèse et les recommandations qu'a présentés le « Groupe des Dix de Vienne » et dont la Conférence d'examen de 2015 sera saisie.

17. La Nouvelle-Zélande se conforme en tous points aux engagements qu'elle a pris en vertu de l'article II. Ses obligations selon le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires sont régies par la loi nationale de 1987 relative à la zone exempte d'armes nucléaires, au désarmement et à la maîtrise des armements. Elle a exprimé dans différentes instances, dont l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), son souci de voir les autres États non dotés d'armes nucléaires qui sont parties au Traité se conformer à celui-ci.

18. L'accord de garanties généralisées que le pays a conclu avec l'AIEA est entré en vigueur le 29 février 1972 et un protocole additionnel a été conclu le 24 septembre 1998. En février 2014, il a eu le plaisir de signer un protocole modifié relatif aux petites quantités de matières, additionnel à son accord de garanties avec l'Agence. Ne possédant ni armes, ni centrales, ni réacteurs nucléaires et ne produisant pas d'uranium ni d'autres matières nucléaires, il ne mène que des activités minimales visées par ces garanties. L'AIEA continue de vérifier que la Nouvelle-Zélande s'acquitte pleinement de toutes ses obligations en matière de garanties.

19. La Nouvelle-Zélande a fermement appuyé l'adoption d'un système de garanties renforcées de l'AIEA, ce système étant un élément essentiel du régime mondial de non-prolifération. Au moyen de garanties, l'AIEA vérifie les assurances données quant au respect par les États des obligations que leur impose le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et fournit le mécanisme qui leur permet d'en apporter la preuve. L'application universelle du système de garanties intégrées et du Protocole additionnel renforcerait la sécurité collective et la Nouvelle-Zélande demande à tous les États qui ne l'ont pas encore fait de conclure des accords en ce sens dans les plus brefs délais. En outre, elle continue de rechercher des occasions de renforcer l'application des garanties nucléaires et, à cet égard, se félicite d'avoir adhéré en avril 2014 au Réseau des garanties Asie-Pacifique. La Nouvelle-Zélande soutient également l'AIEA dans ses efforts visant à conceptualiser l'application des garanties au niveau de l'État, l'objectif étant de renforcer l'efficacité et la mise en œuvre effective du système de garanties.

20. La Nouvelle-Zélande impose des contrôles à l'exportation de matières et de biens à double usage susceptibles d'être utilisés dans le cadre d'un programme de fabrication d'armes nucléaires. Le Gouvernement continue de coopérer et d'échanger des informations avec les organismes publics participant à des contrôles à l'exportation et poursuit ses activités de communication dans ce domaine tant à

<sup>4</sup> Composé des 11 pays suivants : Australie, Autriche, Canada, Danemark, Finlande, Hongrie, Irlande, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège et Suède.

l'échelle nationale qu'internationale. L'actuelle révision de la loi douanière et la proposition visant à mettre en place des contrôles du courtage renforceront le régime existant. La Nouvelle-Zélande s'emploie activement à renforcer et à coordonner les mesures internationales avec d'autres membres du Groupe des fournisseurs nucléaires et avec le Comité Zangger dont elle fait partie depuis novembre 2013.

21. La Nouvelle-Zélande réaffirme le droit inaliénable qu'ont les États parties d'exploiter la technologie nucléaire à des fins pacifiques, dans le respect des articles I, II et III du Traité, et se félicite de continuer à soutenir l'Initiative de l'AIEA sur les utilisations pacifiques. Elle reste d'avis que les garanties, la sûreté, la sécurité et la gestion des déchets devraient toutes faire partie intégrante du développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Elle continue de prendre une part active aux efforts déployés à l'échelle internationale en vue de renforcer la sûreté et la sécurité nucléaires, notamment en participant aux travaux du Sommet sur la sécurité nucléaire ainsi qu'au financement du Fonds pour la sécurité nucléaire de l'AIEA. Elle est favorable à un renforcement du rôle de l'AIEA dans le domaine de la sécurité nucléaire et se réjouit de participer au Sommet sur la sécurité nucléaire, qui se tiendra en décembre 2016. Il est par ailleurs prévu que le pays accueille en novembre 2015 un séminaire de l'Initiative de sécurité contre la prolifération, le but étant de renforcer les efforts nationaux, régionaux et internationaux de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de matériels connexes.

22. La Nouvelle-Zélande continue de plaider vigoureusement à l'AIEA et devant d'autres instances intéressées afin qu'une attention accrue soit portée à la sécurité du transport de matières radioactives. Elle tient à ce que les normes de sécurité les plus strictes soient adoptées et appliquées par ceux qui transportent des matières radioactives, à ce que les États côtiers et autres États intéressés soient informés à l'avance de tout envoi de ces matières ou déchets et à ce que des arrangements appropriés définissent les responsabilités à cet égard. En septembre 2013, elle a été heureuse de se joindre aux États côtiers et États expéditeurs qui, à l'AIEA, sont convenus de directives volontaires sur les pratiques optimales en matière de communication à appliquer à certains envois de matières radioactives. Elle se réjouit également de prendre part à un exercice de simulation qui a pour but d'évaluer les directives en juin 2015.

23. La Nouvelle-Zélande continue de s'efforcer de promouvoir l'enseignement du désarmement et de la non-prolifération. Les Parlementaires pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement ([www.pnnd.org](http://www.pnnd.org)) veillent à ce que les parlementaires de la Nouvelle-Zélande soient tenus au courant des questions et des initiatives dans le domaine du désarmement nucléaire international. En effet, des rencontres sont organisées et les informations les plus récentes en la matière sont diffusées lors des assemblées de l'Union interparlementaire et des réunions qui ont lieu dans les locaux du Parlement. Le Ministère des affaires étrangères tient régulièrement des séances d'information à l'intention des organisations non gouvernementales et inclut des représentants d'organisations non gouvernementales dans les délégations participant à la Conférence d'examen.

24. Le Gouvernement dispose de deux fonds destinés à soutenir une vaste gamme d'activités d'éducation au désarmement et à la paix. Le Disarmament Education United Nations Implementation Fund aide financièrement les groupes de citoyens pour qu'ils puissent appliquer les recommandations issues de l'Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de

non-prolifération, réalisée en 2002. Le Peace and Disarmament Education Trust offre des bourses d'étude aux étudiants de maîtrise et de troisième cycle afin qu'ils puissent mener des recherches sur le désarmement. Parmi les autres projets, on peut citer l'initiative « Villes pour la paix », l'organisation d'expositions, la formation de stagiaires, la création de bibliothèques en matière de paix, la préparation de matériel pédagogique destiné aux écoles, aux journalistes et aux étudiants, et des visites par d'éminents experts du désarmement, comme le Haut-Représentant pour les affaires de désarmement de l'Organisation des Nations Unies et l'ancien Sous-Secrétaire général de l'ONU.

25. En outre, la société civile a pris une série d'initiatives destinées à promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération nucléaires. Pendant la Semaine de la paix, qui a lieu en août, des événements sont organisés dans les écoles et quelques villes pour commémorer les bombardements nucléaires d'Hiroshima et de Nagasaki. La Peace Foundation se rend dans les écoles pour faire des exposés relatifs aux actions entreprises face aux conflits. Ces exposés abordent des sujets tels que le Traité sur la non-prolifération, le désarmement et le développement. La Journée nationale pour un monde sans armes nucléaires, qui est célébrée le 8 juin, met en lumière le rôle que joue la Nouvelle-Zélande pour parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires. L'ouvrage intitulé *Peace, Power and Politics* retrace en détail comment la Nouvelle-Zélande est devenue un pays exempt d'armes nucléaires. Le site Internet du Centre de désarmement et de sécurité ([www.disarmsecure.org](http://www.disarmsecure.org)) fournit aux enseignants et aux élèves du matériel pédagogique sur le désarmement nucléaire.

26. L'association UN Youth NZ développe le sens de la citoyenneté mondiale en offrant aux jeunes un ensemble de possibilités : elle propose notamment des voyages d'études pour visiter la Cour internationale de Justice et assister à des conférences internationales « l'ONU mise en scène ». Elle réunit également dix-sept assemblées « L'ONU mise en scène » à travers le pays et organise une assemblée nationale de quatre jours « l'ONU mise en scène », qui regroupe souvent quelque 250 délégués. Les jeunes y sont invités à analyser de façon critique des questions telles que l'utilisation de la technologie et des armes nucléaires. Elle organise également des réunions publiques destinées à promouvoir le désarmement nucléaire.

27. Peace Movement Aotearoa est une organisation nationale de mise en réseau œuvrant pour la paix. Son site Internet très complet ([www.converge.org.nz/pma/](http://www.converge.org.nz/pma/)) répertorie les documents sur le désarmement conventionnel et nucléaire émanant de l'ONU et d'autres sources. L'organisation promeut les activités de la coalition internationale the Campaign to Stop Killer Robots ainsi que celles visant à célébrer la Journée pour un Pacifique indépendant et sans armes nucléaires, la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, la Journée internationale de la paix, la Journée mondiale d'action sur les dépenses militaires, le jour du Souvenir et le centième anniversaire de la Première Guerre mondiale.

28. La plateforme UNFOLD ZERO ([www.unfoldzero.org](http://www.unfoldzero.org)) organise des conférences téléphoniques, envoie par courriel des bulletins d'information et utilise les médias sociaux pour sensibiliser les organisations non gouvernementales présentes en Nouvelle-Zélande aux initiatives de l'ONU en faveur du désarmement. Le réseau mondial Abolition 2000 Global Network to Eliminate Nuclear Weapons tient les organisations non gouvernementales au courant des initiatives menées à travers le monde pour abolir les armes nucléaires via sa page Facebook, son site Internet ([www.abolition2000.org](http://www.abolition2000.org)) et des lettres d'information.